

## RÉSISTER - PROPOSER RASSEMBLER ET AGIR

Face à la volonté de passage en force du pouvoir sur le projet de loi des soins sans consentement, la **résistance** s'élargit comme jamais. C'est aussi la résistance qui a permis les reculs du gouvernement

et de ses serviteurs zélés, les DG ARS, dans les dossiers de la radiothérapie de Guéret, de la chirurgie cardiaque du CHU Henri Mondor, de la maternité et de la chirurgie de Decazeville, etc. Il est indispensable de résister et ces succès imposés montrent que c'est utile et efficace.

Au-delà de cette résistante salutaire, nous avons, comme force politique, à faire **des propositions**. Le PCF a mis à disposition début mai ses propositions propres en terme de santé et de protection sociale, il le fera aussi cet été avec un « 4 pages » lançant le débat.

Le Front de Gauche, dont le PCF est un des membres fondateurs, a ratifié son programme populaire et partagé qui sera au cœur des rendez-vous électoraux des prochains mois, la présidentielle, mais surtout les législatives. Il est disponible, à utiliser largement, à faire connaître dans toutes les initiatives pour que le débat soit bien sur les choix politiques et non sur un casting de personnalités.

Sur ces questions sanitaires et de protection sociale, le **rassemblement** est indispensable. C'est ce que le mouvement social a réalisé le 2 avril dernier. Le PCF est pleinement à l'aise dans cette démarche qui est la sienne. Il sera un acteur engagé des suites de cet appel, qui se réunit début juillet pour envisager des prolongements, notamment au moment des débats parlementaires de l'automne.

Il est tout aussi indispensable **d'agir**. La prochaine Fête de l'Humanité sera ce rendez-vous de l'action dont le mouvement social a besoin. Nous y reviendrons dans les prochains numéros de *Globule rouge info*, mais retenez dès à présent les dates des 16, 17 et 18 septembre et achetez rapidement la vignette d'entrée.

Front de Gauche  
Programme populaire et partagé

### CE QUE NOUS VOULONS : L'HUMAIN D'ABORD !

Ce texte et les propositions qu'il contient constituent la synthèse de ce qui fait accord entre les trois formations du Front de Gauche.

- 1 Partager les richesses et abolir l'insécurité sociale**
  - Augmenter les salaires
  - Assurer la sécurité
  - Plan d'urgence pour le logement et contre la spéculation immobilière
  - La santé, notre bien commun
  - Le droit pour une nouvelle exécution des services publics
- 2 Reprendre le pouvoir aux banques et aux marchés financiers**
  - Largent des entreprises
  - Largent public
  - Largent des banques, un pôle financier public
  - Largent en Europe et dans le monde
- 3 La planification écologique**
  - Des choix énergétiques sous contrôle citoyen
  - Moderniser l'économie, coopérer. Une nouvelle politique de transport
  - Contre la marchandisation des biens communs, protéger et partager les ressources naturelles
- 4 Produire autrement**
  - Promouvoir un progrès humain durable
  - Prévenir à l'emploi et à la qualification
  - Favoriser d'autres formes de propriété
  - Recherche industrielle et technologique
  - Mettre un nouveau modèle agricole
- 5 La République pour de vrai**
  - La laïcité, pilier de la République et condition du vivre ensemble
  - Égalité Services-Ressources : se débarrasser du paternalisme
  - Renégocier nos droits sociaux
  - Contre toutes les discriminations
  - Laïcité : une affaire de solidarité nationale

## Santé en danger !

Des propositions pour une réelle alternative à gauche !

PCF FRONT DE GAUCHE

Quelques propositions à débattre !

Défense et promotion de la Sécurité Sociale avec le remboursement à 100% par la Sécu pour les dépenses de santé !

Suppression des forfaits et franchises, des désempolements d'honoraires avec une nouvelle convention médicale !

Un moratoire sur les fermetures de services de santé et sociales. Abrogation de la loi de 2002 sur le médicament. Renforcement du rôle du médecin dans la production de soins de santé. Contrôle des médicaments.

Le succès du mouvement du 2 avril en termes de rassemblement, avec plus d'une centaine d'organisations, est une bonne chose. Il est important de poursuivre et d'amplifier avec une mobilisation populaire plus large. Des réponses sont nécessaires ici et maintenant. Il ne peut être question de renvoyer à une femme ou un homme providentiel dans le cadre de l'élection présidentielle. Les difficultés sont vieilles aujourd'hui, il faut y répondre aujourd'hui. Nous sommes pour un moratoire immédiat de toutes les restructurations en cours notamment (hôpitaux, maternités, Etablissement Français du Sang), celles impliquant des regroupements, des fermetures d'activités, des privatisations.

Il faut arrêter cela tout de suite ! Il faut impérativement ouvrir des perspectives alternatives à gauche pour la santé et la protection sociale.

En effet, depuis des années les mauvais coups tombent sur le sanitaire et le social. La gauche les a critiqués mais cela ne suffit pas.

Par exemple, en 1995 les ordonnances Juppé ont marqué une nette aggravation pour la protection sociale et l'organisation sanitaire. Pour autant, entre 1997 et 2003, ces ordonnances n'ont pas été annulées. N'en sera-t-il pas de même avec la loi « Bachelot », s'il n'y a pas une mobilisation populaire déterminée ? Pour notre part, nous sommes très clairement pour l'abrogation de cette loi et surtout pour l'ouverture d'un vrai débat avec les professionnels, les salariés du secteur et les usagers pour construire une réponse progressiste aux besoins de santé de la population digne du XXI<sup>e</sup> siècle.

Dans ce cadre, nous sommes engagés sur la défense et la promotion du service public qui est de loin, la meilleure réponse aux besoins de la population et d'égalité d'accès.

L'exigence de démocratie est une forte demande des personnels, professionnels et usagers face à l'autoritarisme et la technocratie des réformes engagées depuis plus de vingt ans. À l'inverse d'une délégation de pouvoir qui illusionne, nous considérons qu'il faut un vrai contrôle démocratique et une mobilisation permanente.

Il est indispensable de bien partir des préoccupations de la population, de recherche permanente à répondre aux attentes des salariés. Nous considérons

A noter !

Nous sommes dans la phase de construction du Programme Populaire que le Front de Gauche proposera lors des échéances électorales de 2012. Faites part de vos propositions et suggestions. Exprimez vous, participez.

Propositions à : sante@pcf.fr  
du Pcf : sante.pcf.fr

la  
commission  
Santé  
protection  
sociale  
se réunira

le samedi 25 juin  
de 9h30 à 16h30  
au CN du PCF

merci de confirmer  
votre participation :

sante@pcf.fr

Jean-Luc Gibelin  
animateur de la commission  
Santé/protection sociale

informations... brèves... informations... brèves... informations...

**réunion de la commission**

La prochaine réunion de la commission aura lieu le samedi 25 juin au CN du PCF.

Nous ferons un point sur l'actualité du secteur sanitaire et de la protection sociale. Il y a entre autre la mobilisation contre le projet de loi des soins sans consentements dont nous traitons dans ce numéro. À ce sujet, le numéro spécial du *Globule rouge info* propositions pour la Psychiatrie est plus que jamais d'actualité. Dans l'actualité, nous ferons aussi le point sur le dossier de la « dépendance » que nous appelons « droit à l'autonomie ». Nous avons eu plusieurs rencontres suites à la publication des propositions du PCF. Le pouvoir va dévoiler cet été son plan pour les prochains mois. Le débat idéologique va monter d'un cran avec au cœur la question de la protection sociale solidaire, son utilité, son financement. Nous y avons une place à tenir.

Nous ferons un point sur le groupe de travail sur le médicament avec un premier document de travail.

Nous ferons aussi le point sur les assises régionales santé et les difficultés de mise en œuvre notamment hors Île-de-France.

Nous aurons aussi un échange sur l'utilisation du « 4 pages » sur nos propositions qui donne un prolongement au tract de début mai et qui nous permet de préparer l'action unitaire annoncée pour l'automne.

Enfin, nous prévoyons de consacrer un moment pour établir le plan de travail de la commission jusqu'à l'automne 2012 c'est-à-dire au prochain congrès du Parti.

**la Fête de l'Humanité**

Nous allons rapidement faire connaître les différentes initiatives prises par la commission et celles auxquelles nous participerons lors de la Fête de l'Humanité des 16, 17 et 18 septembre prochains.

Il est important que nous puissions recenser les débats et expositions sur le domaine de la santé et de la protection sociale qui vont se tenir dans les fédérations et les sections. Merci de faire connaître cela à l'adresse : [sante@pcf.fr](mailto:sante@pcf.fr)

Nous aurons un numéro *Spécial Fête de l'Huma* disponible sur la fête.

**Université d'été du PCF**

Notre commission sera présente lors de l'Université d'été du PCF les 26, 27 et 28 août prochains au Karellis. Nous y assurerons trois ateliers :

- une rencontre avec Michel Etievent sur les valeurs portées par Amboise Croizat et leurs actualités.
- un point avec Bernard Ennuyer, sociologue sur le droit à l'autonomie.
- un débat croisé sur la démocratie sanitaire en région avec les expériences de l'Île-de-France et du Nord/ Pas de Calais.

**à cœur ouvert**

Le numéro du second trimestre 2011 a été envoyé mi juin. Il est disponible dans des impressions à deux couleurs ou en noir et blanc pour le passage en imprimerie pour vos tirages en grand nombre. Il est important pour nous de connaître l'utilisation de cette publication en direction des salariés du secteur sanitaire et de la protection sociale. Merci d'avance.

**BUREAU DE PRESSE DU PCF** communiqués

**don de sang : un effort gouvernemental doit être fait**

Un million de malades bénéficie chaque année de transfusions ou de médicaments dérivés du sang (MDS). Le don de sang est donc un maillon essentiel de la Santé Publique. À la veille de la *Journée mondiale des donneurs de sang* (le 14 Juin), le PCF réaffirme son attachement au système éthique français, anonyme, bénévole, volontaire, hors commerce donc sans profit.

L'ensemble des fonctions du système transfusionnel, collecte, analyses, préparation, stockage et distribution aux hôpitaux est regroupé dans l'EFS. Cela garantit la qualité des soins et l'égalité de traitement pour l'ensemble des citoyens quel que soit leur niveau social. Mais confronté à une augmentation constante des besoins, notre système peine à faire face et à garantir à terme l'autosuffisance en produits sanguins.

Or, l'implication de l'État est remise en cause dans un rapport de l'IGAS de novembre 2010 qui note qu'en France l'autorité gouvernementale ne contribue pas à la promotion du don de sang. Le nombre de donneurs, insuffisant en France, est bien plus élevé dans les pays où le don bénévole est valorisé comme un acte de civisme, et où l'affichage et la publicité sont gratuits.

Par ailleurs, la politique européenne a imposé la mise en concurrence des médicaments dérivés du sang. L'IGAS note donc qu'il conviendrait d'introduire la création d'un « label éthique » à l'article 57 de la directive 2001/83/CE.

Six mois après la publication de ce rapport, quelles mesures, quelles démarches le gouvernement a-t-il entrepris auprès de la Commission de Bruxelles pour réviser cette directive ? Patrick Le Hyaric, député communiste au Parlement européen, a déposé deux questions écrites à la Commission sur ce sujet.

Le PCF et ses partenaires du Front de gauche, avec le programme populaire partagé, s'engagent à garantir la pérennité de notre système transfusionnel. Le PCF demande qu'un effort gouvernemental soit fait en faveur de la promotion du don auprès de l'ensemble des citoyens et le retour à un statut public du LFB (Laboratoire du fractionnement et des biotechnologies qui produit les MDS) transformé en SA par ordonnance le 29/7/2005. Paris, le 9 juin

**Bactérie Eceh : « il faut créer un service public de la recherche et du médicament »**

L'apparition médiatisée d'une bactérie résistante met en évidence les difficultés d'une agriculture mondialisée, mais aussi une recherche pharmaceutique et biologique désarmée face à ce type de crise sanitaire. Son rapide développement confirme l'importance de travailler à de réelles pistes alternatives dans le secteur de la recherche pharmaceutique et biologique.

Le PCF soutient depuis des années la nécessité de dégager la recherche, la production et la distribution de l'emprise financière qui nuit à la santé publique et au développement économique de notre pays, mais aussi à l'emploi et à son indépendance sanitaire !

Il nous faut créer un véritable service public de la recherche et du médicament pour que celui-ci devienne un bien commun universel. La France est affaiblie à l'aube d'une seconde révolution thérapeutique, celle des biotechnologies, des thérapies géniques, de la thérapie

cellulaire, des bio-marqueurs et des traitements personnalisés. Depuis plusieurs décennies, les performances en matière d'innovation thérapeutique reculent.

Le développement d'un pôle public de la recherche, de la production et de la distribution du médicament permettrait une indépendance sanitaire et la mobilisation des compétences que recèle notre pays dans le domaine des sciences de la vie. Paris, le 6 juin

# IUT D'ORSAY

## DÉBATS CROISÉS

*Enseignement supérieur, hôpital public : des réformes obéissant à la même logique libérale  
Une autre logique, à mettre en place à gauche en 2012*

DEUX DÉBATS À ORSAY EN JANVIER ET MAI 2011

Comment, dans un établissement d'enseignement supérieur, contribuer à susciter la volonté de résistance aux mesures qui, dans le cadre de la LRU (Loi sur la responsabilité des Universités), déstructurent le service public et le restructurent pour le mettre au service de la compétitivité ?

Les communistes de l'IUT (Institut universitaire de Technologie) d'Orsay (91) avaient choisi de ne pas rester dans leur bocal. Ils avaient opté pour une comparaison des logiques sous-jacentes à la LRU et à la loi HPST. Elle s'est faite en janvier 2011 devant un parterre de 25 personnes de l'établissement, qui en compte 200.

Jean-Luc Gibelin représentait la commission Santé/protection sociale du PCF.

Accès inégaux aux soins et aux savoirs, regroupements de centres au détriment du maillage territorial, pouvoirs renforcés aux directions des établissements et diminués aux Conseils élus, encouragement des part-

nariats public/privé : la mise en parallèle fut convaincante.

Dans les deux services publics, quelles mesures devrait mettre en place en 2012 un gouvernement menant une politique véritablement de gauche, voulant sortir des logiques libérales ? Ce fut l'objet du deuxième débat de mai 2011 (à nouveau 25 participants).

Jean-Luc Gibelin développa le concept de démocratie sanitaire citoyenne et l'intérêt à mettre en place une industrie publique du médicament tandis que les communistes de l'IUT cherchaient à mettre en discussion leur choix d'un enseignement supérieur couplant ouverture à un public très large et formation de nombreux diplômés de haut niveau scientifique indispensables à la société de demain.

Mise en parallèle à nouveau appréciée, qui crédibilise le projet alternatif porté par les communistes.

François Périnet

animateur de la cellule PCF de l'IUT d'Orsay

## parole d'élue

### contribuer aux convergences



par Marjolaine Rauze  
vice-présidente du Conseil  
général de l'Essonne chargée  
des solidarités et de la santé

Nouvellement en charge des questions de santé au Conseil général de l'Essonne, je découvre avec humilité un secteur relativement nouveau pour moi.

Au fil de mes rencontres, une dimension se confirme à mes yeux : alors que les questions de santé imprègnent quasi quotidiennement la vie de chaque famille, il est bien difficile pour les citoyens d'imaginer avoir prise sur les orientations imposées dans ce domaine.

L'exaspération est sensible face aux remboursements, à la privatisation de l'hôpital ou aux dépassements d'honoraires qui se généralisent de façon insupportable. Des luttes fortes se mènent localement, comme en Essonne contre les menaces de fermetures des hôpitaux gériatriques de Champcueil ou de Draveil.

Si des convergence entre ces « indignations » commencent à se faire jour, elles n'émergent pas spontanément, que ce soit entre usagers et professionnels, entre sites, entre secteurs d'activité, entre orga-

nisations... d'autant plus que le gouvernement s'y entend pour jouer la division.

Ainsi, les Agences régionales de Santé ont beau afficher comme « objectif stratégique » celui de « faire vivre la démocratie sanitaire », leur fonctionnement technocratique et le calendrier imposé pour l'élaboration des Plans stratégiques régionaux de Santé masquent mal le mépris à l'égard des expériences et propositions des collectivités, des professionnels et des usagers.

C'est pourquoi nous avons contribué à ce que le Conseil général se saisisse de la Conférence citoyenne de santé organisée par la Région à l'initiative du groupe Front de Gauche suite à l'Appel des 50. Le 29 juin, au Génocentre à Evry, il sera une première étape pour permettre aux attentes de s'exprimer, aux luttes de converger, pour commencer à construire une alternative. Parce que ce que nous voulons, c'est l'humain avant tout !

Photo : lors d'un rassemblement pour la défense de l'hôpital de Champcueil.  
Photo Alexis Harnichard

# LA FIÈVRE MONTE

## LA LOI PASSE EN FORCE résistance !

L'opposition à la loi sur la psychiatrie s'élargit de jour en jour. Après les collectifs des 39 *contre la nuit sécuritaire* et *Mais c'est un homme*, l'ensemble des partis de gauche, la quasi-totalité des syndicats de personnels et de psychiatres, la très officielle *Commission nationale des droits de l'Homme*, c'est aujourd'hui au tour des usagers de la Fnapsy de nous rejoindre.

Le gouvernement est de plus en plus déterminé à faire passer sa loi en force. Pire, lors de la 2ème lecture à l'Assemblée nationale, il en profite pour démanteler le secteur, en intégrant la loi HPST et les territoires de santé. Les directeurs d'ARS auront à accréditer les services et établissements (y compris privés à but lucratif) pouvant accueillir des patients sous contrainte. Les patients sous contrainte ne seraient plus systématiquement hospitalisés dans leur secteur de référence, mais là où il y aurait de la place parmi les services accrédités. C'en serait fini de la nécessaire continuité des soins fondée sur le lien relationnel établi entre le patient et les soignants. Rappelons que cette loi doit, en raison d'une décision du Conseil constitutionnel, entrer en vigueur au plus tard le 1er août.

## pour la psychiatrie

Si, à beaucoup, cette loi semble inapplicable dans une logique soignante, elle est parfaitement cohérente dans une logique sécuritaire de rétention de sûreté chère au pouvoir en place.

De nombreuses organisations appellent à la résistance et au refus de l'application de cette loi. C'est un devoir éthique pour tout soignant. C'est un devoir civique pour tout citoyen respectueux des libertés fondamentales. Des meetings sont déjà en cours d'organisation pour la rentrée. Le PCF entend prendre toute sa part à cette résistance en ouvrant le débat pour une psychiatrie alternative à cette flichiatry. Un premier bilan sera dressé lors de la Fête de l'Humanité.

Serge Klopp

dessin de Pierre Sadoul, "graphiatre" des 39



les cocos  
dans les  
collectifs  
locaux

## LANNEMEZAN un bon départ dans l'action et le rassemblement

Le Collectif de défense des hôpitaux publics de Lannemezan (CODEHOPLAN) a été créé début avril. Notre association a pour but de défendre et de développer le centre médico-chirurgical, mais aussi l'hôpital psychiatrique départemental.

Un de nos premiers buts réside dans la réouverture de la maternité fermée en 2008. Après une première fermeture, cassée par le tribunal administratif de Pau, pour exception géographique, elle a rouvert en décembre 2007. Malheureusement, le zèle de Roselyne Bachelot et de l'ARH ont conduit à annuler cette décision. Un collectif en place à cette époque a été dissous dès l'annonce de cette mesure.

Nous sommes trois femmes à l'origine du collectif, toutes les trois membres du PCF. Lili, notre trésorière a fait toute sa carrière en psychiatrie. Yvette et moi, sommes des usagers, nous avons recueilli, sur le marché d'Arreau, un témoignage poignant. Une jeune femme, nous a confié qu'une amie venait de perdre son bébé, il avait des difficultés respiratoires, l'ambulance a mis 1h30 pour se rendre à l'hôpital de Tarbes, un délai moyen, il n'a pas résisté, en arrivant, il était décédé. L'idée de recréer le collectif a germé à partir de ce jour-là.

À la première réunion, quatorze adhérents ont approuvé les statuts, nous sommes 70 aujourd'hui.

La CGT de l'établissement a appelé le personnel à un rassemblement le 10 mai. FO, SUD la CFDT absents à notre grand regret, le collectif très présent. La direction voulait supprimer 13 lits en psy soit le secteur du Comminges, pour manque de personnel infirmier, fermeture soi-disant pour l'été. Nous étions plus de 80 devant l'administration, après un échange très vif, sur le perron, le directeur a renoncé à son projet.

Le nouveau conseil de surveillance, après les cantonales, la présidence a été modifiée, s'est réuni le 20 mai, la CGT appelait le personnel à un nouveau rassemblement, l'association a appelé la population à y participer. 80 personnes étaient présentes et ont pu entrer dans la salle du conseil de surveillance.

La CGT a exprimé ses craintes pour le bloc opératoire la nuit et la suppression de 65 lits en psy. Le collectif a réaffirmé son engagement pour la réouverture de la maternité, l'exception géographique demeure, les Pyrénées ne se sont pas rapprochées. Mais aussi, nous voulons œuvrer, pour le développement de la chirurgie, le maintien de la psychiatrie et la création de consultations cardiologiques. Le projet d'établissement 2011 présenté par le directeur a été refusé. Nous allons rencontrer l'ARS, bien décidés à être écoutés et entendus.

Notre collectif est fort de l'engagement des militants communistes connus et reconnus comme tels, mais il travaille à rassembler largement pour le service public de la santé à Lannemezan.

Geneviève Estibal